Une image contenant texte

Description générée automatiquement

**Mai 2021**

**SOMMAIRE**

[ Dispositions générales](#_Toc73614163)

[ Obligations de sécurité](#_Toc73614164)

[Défaut de communication du plan général de coordination et responsabilité pénale du maître d’ouvrage](#_Toc73614165)

[ Salarié compétent en protection et prévention des risques professionnels](#_Toc73614166)

[ Information et formation des travailleurs](#_Toc73614167)

[Modification des règles relatives aux compétences et à la formation des coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)](#_Toc73614168)

[ Lieux de travail](#_Toc73614169)

[ Sécurité des lieux de travail](#_Toc73614170)

[ Organisation des secours et gestes de premiers secours](#_Toc73614171)

[Premiers secours : modèles d’attestations de formation continue](#_Toc73614172)

[ Travail isolé](#_Toc73614173)

[ Amiante, agents physiques et agents biologiques](#_Toc73614174)

[ Amiante](#_Toc73614175)

[Trois arrêtés limitent l’accès à l’allocation de cessation anticipée d’activité des travailleurs de l’amiante (Acaata)](#_Toc73614176)

[Désamiantage : lancement du plan de retrait amiante dématérialisé dans certaines régions](#_Toc73614177)

[ Covid-19](#_Toc73614178)

[Le Conseil d’État valide les recommandations du ministère du Travail relatives aux fontaines à eau](#_Toc73614179)

[Le Gouvernement veut accélérer la vaccination en entreprise](#_Toc73614180)

[Les vaccins Moderna et Janssen peuvent être commandés par les médecins du travail](#_Toc73614181)

[Vaccins contre la Covid-19](#_Toc73614182)

[Protocole national sanitaire en entreprise](#_Toc73614183)

[Sortie de l’état d’urgence sanitaire promulguée au Journal officiel](#_Toc73614184)

[ Etat de santé](#_Toc73614185)

[ Suivi individuel de l’état de santé du salarié](#_Toc73614186)

[Point à date : proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail](#_Toc73614187)

# Dispositions générales

## Obligations de sécurité

|  |
| --- |
| Défaut de communication du plan général de coordination et responsabilité pénale du maître d’ouvrage La Chambre criminelle de la Cour de cassation se prononce sur l’obligation particulière de sécurité ou de prudence à la charge du maître d’ouvrage.[Le marteau et la balance](http://img.over-blog-kiwi.com/0/56/23/88/201305/ob_902c8445ddcba2effe7e1d38a095262d_marteau-balance-justice.jpg)  En l’espèce, le salarié d’une société sous-traitante avait été blessé pendant un chantier lors duquel, ni le maitre d’ouvrage, ni les sociétés sous-traitantes n’avaient reçu communication du plan général de coordination (PGC) établi par la société en charge de la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (coordonnateur SPS).  La Cour d’appel avait estimé qu’il y avait violation manifestement délibérée d’une obligation particulière de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement de la part du maitre d’ouvrage.  La Cour de cassation censure la position de la Cour d’appel en rappelant que, si le coordonnateur SPS exerce sa mission sous la responsabilité du maître d’ouvrage, l’article [R. 4532-11](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000020397992/) du Code du travail n’édicte pas en lui-même d’obligation particulière de sécurité ou de prudence à la charge dudit maitre d’ouvrage  Or, pour pouvoir condamner le maître d’ouvrage au titre de la violation manifestement délibérée d’une obligation particulière de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement, à la suite d’un accident du travail, il est nécessaire que puisse être désignée avec précision et certitude la teneur des obligations qu’il appartient au maître d’ouvrage de mettre en œuvre afin d’éviter le risque.  → [Cass. crim., 16 mars 2021, n° 20-81.316](https://www.courdecassation.fr/jurisprudence_2/chambre_criminelle_578/234_16_46644.html) |

## Salarié compétent en protection et prévention des risques professionnels

Tous les employeurs, quelle que soit la taille de leur entreprise, doivent désigner un ou plusieurs salariés compétents pour s’occuper des activités de protection et de prévention des risques professionnels ou recourir à une ressource extérieure lorsque les compétences dans l’entreprise ne permettent pas d’organiser ces activités.

Le chapitre qui traitait jusqu’alors ce sujet a fait l’objet d’une réécriture intégrale dans un but de simplification et a été mis à jour à cette occasion.

Consultez l’intégralité de [ce chapitre](https://fabrique.portail-uimm.fr/jcms/pl1_42413/salarie-competent-en-protection-et-prevention-des-risques-professionnels) sur La Fabrique de l’UIMM.

## Information et formation des travailleurs

##### Modification des règles relatives aux compétences et à la formation des coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)

Un [décret n° 2021-652 du 25 mai 2021](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043535124), publié au Journal officiel du 27 mai 2021, vient modifier les règles relatives aux compétences et à la formation des coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le texte vient élargir l’exercice de la fonction de coordonnateur de niveau 2 aux personnes titulaires d’un diplôme au moins égal à une licence professionnelle en hygiène sécurité et environnement attestant de compétences dans le domaine de la construction, du bâtiment et des travaux publics.

Cet élargissement vaut :

* durant la phase de conception, d’étude et d’élaboration du projet de l’ouvrage ;
* durant la phase de réalisation de l’ouvrage.

# Lieux de travail

## Sécurité des lieux de travail

### Organisation des secours et gestes de premiers secours

##### Premiers secours : modèles d’attestations de formation continue

L’[arrêté du 10 mai 2021](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043523366), publié au Journal officiel du 22 mai 2021, modifie l’annexe II de l’arrêté du 21 décembre 2020 portant organisation de la formation continue dans le domaine des premiers secours.

Cette annexe comporte 16 modèles d’attestations de formation continue et un modèle de notification d’évaluation défavorable.

Pour rappel, l’arrêté du 21 décembre 2020 institue une formation continue pour toutes les personnes titulaires d’un certificat de compétences relatif aux premiers secours (voir [fil](https://fabrique.portail-uimm.fr/jcms/pl1_479507/premiers-secours-nouvelles-dispositions-relatives-a-l-organisation-de-la-formation-continue)).

## Travail isolé

La démarche de prévention nécessite d’évaluer l’ensemble des risques professionnels, y compris lorsque l’organisation du travail requiert de travailler seul. En cas d’accident, le travailleur isolé peut se trouver en difficulté et être dans l’incapacité d’alerter les secours. Des mesures organisationnelles et techniques doivent donc être mises en place pour lui porter une assistance rapide.

Nous vous proposons une nouvelle publication sur le sujet.

Consultez l’intégralité de [cet article](https://fabrique.portail-uimm.fr/jcms/pl1_42303/travail-isole) sur La Fabrique de l’UIMM.

# Amiante, agents physiques et agents biologiques

## Amiante

##### Trois arrêtés limitent l’accès à l’allocation de cessation anticipée d’activité des travailleurs de l’amiante (Acaata)

Trois arrêtés publiés, au Journal officiel dimanche 16 mai 2021, suppriment plusieurs établissements de la liste susceptible d’ouvrir des droits à l’Acaata.

Il y a [d’abord](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043502093), à Chauny (Aisne) : l’usine Thomson (par la suite Thomson-Brandt puis Thomson Cuivre), inscrite de 1935 à 1998, ainsi que les usines Alcatel Cuivre et SCCC (société de coulée continue de cuivre), qui étaient inscrites pour les périodes allant respectivement de 1989 à 1996 et 1977 à 1996. Ces établissements avaient été ajoutés en 2015.

Le [2ème arrêté](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043502099) supprime Zénith Aviation, à Roche-la-Molière (Loire), qui était inscrit depuis mars 2016 pour la période allant de 1969 à 1987.

Enfin, le [dernier arrêté](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043502105) fixe à 2001 la fin de la période ouvrant droit à l’Acaata pour l’établissement Var Industrie de Six-Fours-les-Plages (Var) : il est inscrit depuis juillet 2000, pour la période commençant en 1979.

##### Désamiantage : lancement du plan de retrait amiante dématérialisé dans certaines régions

Un [arrêté du 17 mai 2021](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043525068), publié au Journal officiel du 23 mai 2021, prévoit l’établissement des plans de démolition, de retrait ou d’encapsulage (PDRE) d’amiante sous forme dématérialisée au travers de la plateforme DEMAT@MIANTE.

Il impose aux entreprises réalisant des opérations de retrait ou d’encapsulage d’amiante d’avoir recours à la plateforme [DEMAT@MIANTE](https://fabrique.portail-uimm.fr/DEMAT@MIANTE) pour l’élaboration et la transmission des plans de retrait amiante (PDRE) mais également pour la transmission à leurs organismes certificateurs respectifs les informations relatives à ces opérations.

L’ouverture de cette plateforme se fera en 2 temps :

* à compter du 1er septembre 2021, pour les travaux programmés dans les régions Hauts-de-France et Pays de la Loire ;
* à compter du 1er janvier 2022, pour les travaux programmés dans les régions Occitanie, Normandie et à La Réunion.

L’arrêté précise que les opérations de traitement de l’amiante réalisées sur des sites militaires ou d’installations nucléaires de base, même si ces derniers sont situés sur l’une de ces régions, ne sont pas concernées par le pilote de la plateforme [DEMAT@MIANTE](https://fabrique.portail-uimm.fr/DEMAT@MIANTE).

Enfin, le texte indique les informations que les organismes certificateurs doivent transmettre et actualiser afin de permettre l’ouverture de la plateforme DEMAT@MIANTE et sa mise à jour, ainsi que les délais de transmission y afférents.

# Covid-19

|  |
| --- |
| Le Conseil d’État valide les recommandations du ministère du Travail relatives aux fontaines à eau Le Conseil d’État se prononce sur les fiches conseils du ministère du Travail et les guides de recommandations des branches professionnelles s’agissant de l’interdiction des fontaines à eau sur les lieux de [Le marteau et la balance](http://img.over-blog-kiwi.com/0/56/23/88/201305/ob_902c8445ddcba2effe7e1d38a095262d_marteau-balance-justice.jpg)travail.  En l’espèce, le Conseil d’État rejette le recours de l’Association française de l’industrie des fontaines à eau (AFIFAE) et **valide** les 19 fiches conseils établies par le Ministère du travail, de l’emploi et de l’insertion pour la mise en œuvre des mesures de protection contre la Covid-19 sur les lieux de travail et la continuité de l’activité économique, ainsi que les 3 guides de recommandations établis par les branches professionnelles, en tant qu’ils préconisent **l’interdiction, la suppression ou la suspension des fontaines à eau** sur les lieux de travail.  En l’espèce, aucun contrôle du respect des mesures permettant de prévenir les risques liés à l’exposition des travailleurs à l’amiante n’avait été opéré par l’inspection du travail pendant 10 ans sur les chantiers concernés.  Cette décision fait écho à celle du 29 mai 2020. En effet, le Conseil d’État a déjà affirmé que ces documents ne constituaient pas des actes administratifs susceptibles de faire grief, de sorte qu’ils ne peuvent pas faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le juge administratif ([Conseil d’État, 29 mai 2020, n° 44/0452](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000041949790/)).  → [Conseil d’État, 21 avril 2021, n° 44/0451](https://www.conseil-etat.fr/fr/arianeweb/CE/decision/2021-04-21/440451) |

##### Le Gouvernement veut accélérer la vaccination en entreprise

La ministre du Travail et le secrétaire d’État chargé des Retraites et de la Santé au travail ont annoncé, dans un communiqué du 5 mai 2021, une série de mesures pour déployer plus massivement la vaccination en entreprise. Différents vaccins seront disponibles pour les salariés.

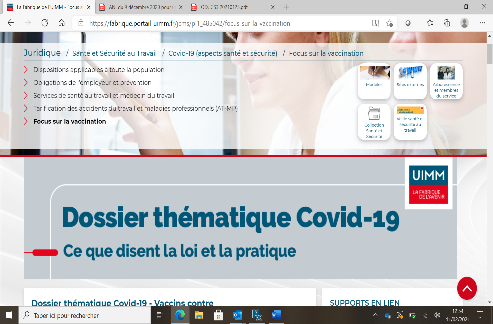
Consultez l’intégralité de [cet article](https://fabrique.portail-uimm.fr/jcms/pl1_546685/covid-19-le-gouvernement-veut-accelerer-la-vaccination-en-entreprise) sur La Fabrique de l’UIMM.

##### Les vaccins Moderna et Janssen peuvent être commandés par les médecins du travail

Du 17 au 23 mai 2021, le portail pour la commande de vaccins Moderna et Janssen a été ouvert à l’ensemble des médecins du travail.

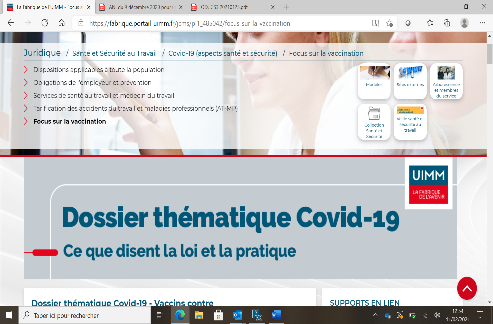
Consultez l’intégralité de [cet article](https://fabrique.portail-uimm.fr/jcms/pl1_548807/covid-19-les-vaccins-moderna-et-janssen-peuvent-etre-commandes-par-les-medecins-du-travail) sur La Fabrique de l’UIMM.

##### Vaccins contre la Covid-19

Cette étude est actualisée afin d’intégrer les dernières informations sur la stratégie vaccinale de lutte contre la Covid-19 compte tenu des dernières annonces sur le sujet, et notamment à partir du 24 mai puis du 31 mai 2021.

Consultez l’intégralité de [cette étude](https://fabrique.portail-uimm.fr/jcms/pl1_485177/dossier-thematique-covid-19-vaccins-contre-la-covid-19) sur La Fabrique de l’UIMM.

##### Protocole national sanitaire en entreprise

Le dossier est mis à jour pour intégrer notre commentaire complet du protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l’épidémie de Covid-19 dans sa version actualisée au 18 mai 2021. Une note de position accompagne cette actualisation.

Consultez l’intégralité de [ce dossier](https://fabrique.portail-uimm.fr/jcms/pl1_404410/dossier-thematique-covid-19-protocole-national-sanitaire-en-entreprise) sur La Fabrique de l’UIMM.

Nota : Le ministère du Travail a actualisé, le 2 juin 2021, son [protocole sanitaire en entreprise](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/protocole-national-sante-securite-en-entreprise.pdf) afin de préciser les règles applicables **à compter du 9 juin 2021** (télétravail assoupli, réunions en présentiel, retour des moments de convivialité...).

**Jusqu’au 9 juin 2021, les entreprises doivent continuer à appliquer la** [version du 18 mai 2021 du protocole](https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/protocole-national-sante-securite-en-entreprise_18_mai_9_juin.pdf).

**Point à date sur le protocole national sanitaire en entreprise**

Le protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l’épidémie de Covid-19 a été actualisé le 18 mai 2021. Nous mettons à votre disposition notre analyse sur cette version mise à jour.

Consultez l’intégralité de [cette analyse](https://fabrique.portail-uimm.fr/jcms/pl1_548998/mai-2021-position-de-l-uimm-point-a-date-sur-le-protocole-national-sanitaire-en-entreprise) sur La Fabrique de l’UIMM.

Attention : il est rappelé que l’accès aux positions patronales sur la Fabrique de l’UIMM est réservé aux UIMM territoriales. Celles-ci peuvent les transmettre aux entreprises adhérentes si elles l’estiment opportun.

##### Sortie de l’état d’urgence sanitaire promulguée au Journal officiel

La [loi n° 2021-689 du 31 mai 2021](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043567200) encadrant la sortie progressive de l’état d’urgence sanitaire et le décret prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ont été publiés au Journal officiel.

Publiée le 1er juin 2021, la loi entre donc en application le 2 juin 2021, au lendemain de la date de la fin de l’état d’urgence sanitaire.

Le [décret n° 2021-699 du 1er juin 2021](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043575238) abroge le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l’épidémie de Covid-19 dans le cadre de l’état d’urgence sanitaire. Il entre en vigueur le 3 juin 2021.

Nota : Nous travaillons actuellement à la refonte intégrale du chapitre « Dispositions applicables à toute la population ».

# Etat de santé

## Suivi individuel de l’état de santé du salarié

##### Point à date : proposition de loi pour renforcer la prévention en santé au travail

Déposée le 23 décembre 2020, la proposition de loi (PPL) transpose l’Accord national interprofessionnel (ANI) conclu le 9 décembre 2020 par les partenaires sociaux en vue de réformer la santé au travail. Le 17 février 2021, l’Assemblée nationale a adopté en première lecture la PPL, avec plusieurs modifications. Son examen par la Commission des affaires sociales est prévu le 23 juin 2021 ; son inscription à l’ordre du jour de la séance au Sénat est envisagée pour juin ou juillet.

Nous vous proposons un tableau synthétique à date des articles ajoutés ou modifiés par la PPL et des commentaires associés.

Consultez l’intégralité de [cette analyse](https://fabrique.portail-uimm.fr/jcms/pl1_551677/juin-2021-note-uimm-point-a-date-proposition-de-loi-pour-renforcer-la-prevention-en-sante-au-travail) sur La Fabrique de l’UIMM.